

**RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA COMMISSION DE SURENDETTEMENT  
DES PARTICULIERS DU LOT**

*Rapport établi conformément à l'article R.712-12 du Code de la consommation<sup>1</sup>*

Préambule, la commission de surendettement des particuliers du Lot est compétente pour l'ensemble du département. Elle s'est réunie à 12 reprises au cours de l'année sous revue.

**Principaux éléments relatifs à l'activité de la commission**

**Dépôts de dossiers et redépôts**

Au cours de l'année 2023, 338 familles ont déposé un dossier auprès de la Commission de Surendettement du Lot, ce qui représente une hausse de 22% par rapport à 2022 (-2% sur 2022/2021 et de -27,5% sur 2021/2019). Sur la même période, l'Occitanie enregistrait une hausse des dépôts de 10% par rapport à 2022 et la France entière une hausse de 7,5%. En 2023, le taux de redépôts se stabilise à 43,4% dans le Lot contre 40,4% en France métropolitaine. (ce dernier taux est orienté en baisse en 2023 par rapport à 43,2% en 2022).

**Recevabilité et orientation**

301 dossiers ont été décidés recevables dans le Lot en 2023 contre 256 en 2022; soit une hausse de 17,6%.

- La proportion de dossiers recevables avec bien immobilier – résidence principale – s'inscrit en baisse à 12,6% en 2023 contre 13,7 % en 2022.

- 19 dossiers ont été considérés irrecevables en 2023 (contre 17 en 2022 et 13 en 2021). Le taux de dossiers irrecevables se stabilise à 5,8%.

La Commission du Lot a orienté 304 dossiers en 2023 vers :

- un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire dans 43,8% des cas. Ce taux est orienté à la baisse régulièrement depuis 2019 ; il s'établissait alors à 52,21% en 2019 et 45,1% en 2022.
- un réaménagement de dettes dans 56,3 % des cas (contre 44,94% en 2019 et 55% en 2022). Mécaniquement, ce taux complémentaire du précédent progresse régulièrement depuis 2019.
- comme en 2022, aucun dossier n'a fait l'objet d'une orientation en rétablissement personnel avec liquidation judiciaire en 2023 (contre 2,86% en 2019).

<sup>1</sup> « Chaque commission établit un rapport d'activité annuel. Ce rapport fait état de données statistiques sur le nombre des dossiers traités ainsi que les mesures prises ou recommandées par la commission. Il précise la typologie de l'endettement présentée dans ces dossiers et les difficultés de toute nature rencontrées dans leur traitement. Les rapports d'activité des commissions sont transmis à la Banque de France qui en présente la synthèse dans le rapport mentionné à l'article L. 143-1 du code monétaire et financier. »

### Conciliation / mesures imposées / mesures d'effacement de dettes

En 2023, le secrétariat a traité 326 dossiers soit un peu moins qu'il n'en a été déposé (à l'inverse de 2022 et 2021).

Ainsi, les dossiers traités par la Commission du Lot se décomposent en :

- *mesures imposées avec ou sans effacement partiel* : 37,7% contre 34,9% en 2022. En Occitanie, la proportion est de 40,1% et en France de 43,8% en 2023.
- *rétablissement personnel sans liquidation judiciaire* : 40,5% contre 43,4% en 2022. En Occitanie, la proportion est de 38,5% et de 34,9% en France en 2023.
- *plans conventionnels de redressement définitif* (régplant la situation de surendettement avec un bien immobilier ou d'attente) : 10,1% contre 10,7% en 2022. En Occitanie, la proportion est de 7,1% et de 6,8% en France en 2023.
- *dossiers irrecevables* : 5,8% contre 6% en 2022. En Occitanie, cette part est de 7,5% et de 6,9% en France en 2023.
- *dossiers clôturés* : 5,8 % des dossiers traités contre 4,63% en 2019 et 5% en 2022.

### Mesures pérennes et mesures provisoires

La volonté d'apporter une solution pérenne aux demandeurs continue d'être recherchée en première intention puisque 72,7 % des dossiers ont trouvé une telle issue contre 76,9% en 2022. Ce taux est de 72,2% au national tandis que l'Occitanie le porte à 74,5%. On pourra noter qu'en 2023, la part de solutions pérennes dans le Lot était plus faible qu'au niveau régional mais s'aligne sur le taux national.

Ces solutions pérennes se déclinent en :

- 40,5% de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire, contre 38,5% en Occitanie
- 37,7% de mesures imposées avec ou sans effacement partiel, contre 40,1% en Occitanie
- 10,1% de plans conventionnels de redressement définitifs, contre 7,1% en Occitanie
- 0% de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire

## **RELATIONS DE LA COMMISSION ET DE SON SECRÉTARIAT AVEC LES AUTRES ACTEURS DE LA PROCÉDURE ET AVEC DES ORGANISMES TIERS**

| <b>Relations avec les parties prenantes de la procédure</b>                                                             | <b>Nombre de réunions<sup>2</sup></b>                                      | <b>Objectif / Thème de la réunion</b>                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Tribunal ou greffe du tribunal                                                                                          | <i>1 réunion avec la juge des<br/>2 TJ en charge du<br/>surendettement</i> | Surendettement : recevabilité / orientation                                                                 |
| Commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion (CCAPEX)                                   | <i>1 réunion</i>                                                           | Organisation des partages d'informations / Charte de prévention des expulsions                              |
| Organismes et les travailleurs sociaux (organismes à caractère social, CAF, FSL)                                        | <i>8 réunions<br/>55 intervenants sociaux</i>                              | Surendettement et inclusion bancaire/ EDUCFI/<br>Les Matinales du LOT<br>Participation aux CDIFs            |
| Rencontre avec l'UNCCAS dans le cadre de la convention nationale                                                        | <i>néant</i>                                                               |                                                                                                             |
| Associations de défense des consommateurs et des familles, caritatives ou d'aide aux personnes en difficulté financière | <i>3 réunions<br/>50 intervenants sociaux et<br/>assimilés rassemblés</i>  | Surendettement et inclusion bancaire/ EDUCFI/<br>Les Matinales du LOT<br>Participation aux CDIFs            |
| Autres parties prenantes :<br>Établissements de crédit de la place, huissiers, chargés de recouvrement, bailleurs...    | <i>3 réunions<br/>banquiers de la place</i>                                | Suivi de la situation des particuliers/ Inclusion bancaire/ Les Matinales du LOT<br>Participation aux CDIFs |
| Autres actions de concertation, d'information ou de formations effectuées (éducation nationale...)                      | <i>2 réunions<br/>6 participants</i>                                       | Surendettement et inclusion bancaire<br>(Mission Locale)                                                    |

### **Relations avec les Tribunaux :**

L'objectif de cette concertation visait à présenter le rapport d'activité 2022 et les nouveautés liées au Surendettement sur 2023.

### **Relations avec la commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion (CCAPEX) :**

Les deux commissions ont coopéré pour prévenir ou suspendre plus efficacement les actions d'expulsions des ménages surendettés.

Une charte de partenariat CCAPEX / Banque de France a été signée début 2023.

### **Relations avec les organismes et les travailleurs sociaux :**

En complément des réunions organisées régulièrement avec les intervenants sociaux, la Banque de France organise des webinaires régionaux, 1 mois sur 2, dans un format mixte (présentiel/distanciel) qui permet de présenter les offres et solutions d'inclusion bancaire. Cette présentation intervient en complément des sessions EDUCFI organisées en fonction des besoins des partenaires sociaux.

<sup>2</sup> (organisées ou participation)

L'année 2023 a donné lieu à la réunion d'un CDIF (Comité Départemental d'Inclusion Financière) réunissant les commissaires du Surendettement, les banquiers, les partenaires sociaux, les acteurs du micro-crédit.

Une action plus particulière engagée auprès des Maisons France Service et des correspondants numériques pour informer sur les services de la Banque de France. Avec le soutien de la Préfecture du LOT, des formations spécifiques ont été fournis aux MFS, qui sont aussi conviées au CDIF.

#### **Participation aux Commissions de Surendettement :**

Afin d'assurer une continuité de la commission de surendettement 12 mois dans le LOT, il a été procédé à la nomination de 4 commissaires en fin d'année 2022 :

- Nouvelle suppléante aux associations Familiales ou de consommateurs
- Nouvelle suppléante pour le domaine de l'économie sociale et familiale
- Nouvelle suppléante justifiant d'une expérience dans le domaine juridique
- Nouvelle suppléante au titre des représentants des établissements de crédits

Ces changements ont permis d'améliorer la participation des commissaires sur 2023.

Un nouvel arrêté préfectoral a mis à jour les membres de la commission de surendettement le 15 décembre 2023.

# PRINCIPALES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROCÉDURE

## Principales difficultés rencontrées quant à l'application de dispositions de la procédure

- Après recevabilité, certains créanciers n'informent pas assez vite leurs mandataires de recouvrement qui continuent leurs poursuites. Nombreux appels à l'accueil téléphonique de la Banque de France (Thésée) en ce sens.
- La règle des 144 mois, en l'absence de prêt immobilier, peut être un obstacle à la conservation de la résidence principale, notamment en présence de prêts personnels pour travaux dont les montants peuvent être importants.
- En cas de recours ou contestation, il n'est pas prévu la transmission d'un courrier d'information aux créanciers lorsque le dossier est transmis au juge. Cela engendre de nombreuses demandes auprès du secrétariat de la part des créanciers, générant une charge de travail supplémentaire.

## Principales difficultés rencontrées au regard de la situation des personnes surendettées

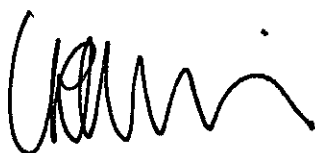
- Manque de réactivité du déposant lorsque sa situation financière se dégrade pendant l'instruction du dossier. Ainsi, les mesures élaborées ne sont plus en phase avec la réalité des capacités financières des débiteurs. Les demandeurs tardent à réagir et laissent passer le délai de contestation des MI ; ce qui génère des redépôts.
- Difficultés de compréhension des différentes étapes de la procédure ainsi que des courriers. Nombreux appels de demandes d'explication à l'accueil téléphonique de la Banque de France (Thésée).
- Les recommandations de déménagement, notamment dans le cadre de loyers trop élevés soumis à la Commission, sont difficiles à mettre en œuvre en raison des frais importants qu'ils engendrent : un accompagnement financier complémentaire pourrait être envisagé sous forme d'une indemnité ou d'un micro-crédit.

## Principales difficultés rencontrées auprès des créanciers ou avec d'autres acteurs de la procédure

- La prise en compte tardive de l'effacement de dettes et le non-respect des effacements en fin de plan par certains créanciers (liés notamment à une mauvaise information des mandataires de recouvrement) induisent de nombreuses interrogations auprès des services de la Banque de France. Plus rarement, on observe de nouveaux dépôts de dossiers relatifs à des dettes réputées éteintes.
- Dans le même dynamique mais de manière plus rare, on observe que certains créanciers revendent leurs titres après effacement ; les débiteurs font alors l'objet de demandes en recouvrement par le nouveau titulaire de la créance.

À Cahors, le 22 février 2024 :

La présidente de la commission



Claire RAULIN

Le secrétaire de la commission



Fabrice MENGUAL

**ANNEXE N°1 DU RAPPORT D'ACTIVITÉ**  
**DONNÉES D'ACTIVITÉ**

| Indicateurs                                                                                                                                             | 2022       | 2023       | variation<br>2023/2022<br>en % |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|--------------------------------|
| <b>Dossiers déposés</b>                                                                                                                                 | <b>277</b> | <b>338</b> | <b>22,0%</b>                   |
| Proportion de redépôts (sur 12 mois à fin septembre)                                                                                                    | 44,0%      | 43,4%      |                                |
| Proportion de redépôts consécutifs à une suspension d'exigibilité des créances (sur 12 mois à fin septembre)                                            | 6,6%       | 7,2%       |                                |
| <b>Dossiers décidés recevables par la commission</b>                                                                                                    | <b>256</b> | <b>301</b> | <b>17,6%</b>                   |
| Proportion de dossiers recevables avec résidence principale                                                                                             | 13,7%      | 12,6%      |                                |
| <b>Dossiers décidés irrecevables par la commission</b>                                                                                                  | <b>17</b>  | <b>19</b>  | <b>11,8%</b>                   |
| Proportion de dossiers irrecevables avec bien immobilier                                                                                                | 35,3%      | 47,4%      |                                |
| <b>Dossiers orientés par la commission</b>                                                                                                              | <b>257</b> | <b>304</b> | <b>18,3%</b>                   |
| Proportion de dossiers orientés par la commission avec une capacité de remboursement négative et absence de bien immobilier                             | 46,3%      | 50,0%      |                                |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (RP sans LJ)                             | 45,1%      | 43,8%      |                                |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (PRP avec LJ)              | 0,0%       | 0,0%       |                                |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers un réaménagement de dettes                                                                       | 54,9%      | 56,3%      |                                |
| <b>Dossiers traités par la commission (A+B+C+D+E+G)</b>                                                                                                 | <b>281</b> | <b>326</b> | <b>16,0%</b>                   |
| Proportion de dossiers clôturés (y compris constats de non accord qui n'ont pas fait l'objet d'une ouverture des mesures) (A)                           | 5,0%       | 5,8%       |                                |
| Proportion de dossiers décidés irrecevables (B)                                                                                                         | 6,0%       | 5,8%       |                                |
| Proportion de mesures imposées suite RP sans LJ (C)                                                                                                     | 43,4%      | 40,5%      |                                |
| Proportion d'accords débiteur sur PRP avec LJ (D)                                                                                                       | 0,0%       | 0,0%       |                                |
| Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs (E)                                                                                       | 10,7%      | 10,1%      |                                |
| Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs réglant la situation de surendettement (F)                                                | 5,3%       | 5,8%       |                                |
| Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs d'attente (consistant en un réaménagement ou un report des dettes)                        | 5,3%       | 4,3%       |                                |
| Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement (G)                                                                           | 34,9%      | 37,7%      |                                |
| Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement réglant la situation de surendettement (H)                                    | 28,1%      | 26,4%      |                                |
| Proportion de mesures imposées avec effacement partiel réglant la situation de surendettement                                                           | 12,8%      | 15,6%      |                                |
| Proportion de mesures imposées d'attente sans effacement (consistant en un réaménagement ou une suspension d'exigibilité des créances)                  | 6,8%       | 11,3%      |                                |
| Proportion de solutions pérennes réglant la situation de surendettement (C+D+F+H)                                                                       | 76,9%      | 72,7%      |                                |
| <b>Décisions du juge infirmant la décision d'irrecevabilité ou de déchéance de la commission, à la suite d'un recours (sur 12 mois à fin septembre)</b> | <b>1</b>   | <b>2</b>   |                                |
| <b>Décisions du juge infirmant la décision de recevabilité de la commission, à la suite d'un recours (sur 12 mois à fin septembre)</b>                  | <b>0</b>   | <b>2</b>   | <b>0,0%</b>                    |

## STRUCTURE DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION

|                                                                            | Données commission | Données région | Données nationales |
|----------------------------------------------------------------------------|--------------------|----------------|--------------------|
| Proportion de dossiers décidés irrecevables*                               | 5,8%               | 7,5%           | 6,9%               |
| Proportion de mesures imposées suite RP sans LJ*                           | 40,5%              | 38,5%          | 34,9%              |
| Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs*             | 10,1%              | 7,1%           | 6,8%               |
| Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement* | 37,7%              | 40,1%          | 43,8%              |
| Proportion de solutions pérennes réglant la situation de surendettement*   | 72,7%              | 74,5%          | 72,2%              |

\*en % de dossiers traités

## ANNEXE N° 2 DU RAPPORT D'ACTIVITÉ

### TYPOLOGIE DE L'ENDETTEMENT

| Nom commission | Type de dettes                     | Encours des dettes en milliers € | Nombre de situations recevables | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Part des situations concernées | Endettement médian en € | Nombre médian de dettes par situation |
|----------------|------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| Lot            | <b>Dettes financières</b>          | <b>7 855</b>                     | <b>214</b>                      | <b>1 018</b>     | <b>77,5%</b>                   | <b>74,8%</b>                   | <b>15 608</b>           | <b>3,0</b>                            |
|                | dont dettes immobilières           | 3 530                            | 40                              | 57               | 34,8%                          | 14,0%                          | 90 516                  | 1,0                                   |
|                | dont dettes à la consommation      | 4 177                            | 186                             | 807              | 41,2%                          | 65,0%                          | 14 528                  | 3,0                                   |
|                | dont autres dettes financières     | 148                              | 125                             | 154              | 1,5%                           | 43,7%                          | 770                     | 1,0                                   |
|                | <b>Dettes de charges courantes</b> | <b>1 312</b>                     | <b>208</b>                      | <b>765</b>       | <b>12,9%</b>                   | <b>72,7%</b>                   | <b>3 458</b>            | <b>3,0</b>                            |
|                | <b>Autres dettes</b>               | <b>974</b>                       | <b>144</b>                      | <b>280</b>       | <b>9,6%</b>                    | <b>50,3%</b>                   | <b>1 519</b>            | <b>1,0</b>                            |
|                | <b>Endettement global</b>          | <b>10 141</b>                    | <b>286</b>                      | <b>2 063</b>     | <b>100,0%</b>                  | <b>100,0%</b>                  | <b>14 836</b>           | <b>6,0</b>                            |

| Nom géographique | Type de dettes                     | Encours des dettes en milliers € | Nombre de situations recevables | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Part des situations concernées | Endettement médian en € | Nombre médian de dettes par situation |
|------------------|------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| Occitanie        | <b>Dettes financières</b>          | <b>258 683</b>                   | <b>7 432</b>                    | <b>35 039</b>    | <b>70,4%</b>                   | <b>80,3%</b>                   | <b>14 771</b>           | <b>4,0</b>                            |
|                  | dont dettes immobilières           | 99 204                           | 930                             | 1 498            | 27,0%                          | 10,1%                          | 90 517                  | 1,0                                   |
|                  | dont dettes à la consommation      | 152 702                          | 6 726                           | 28 349           | 41,6%                          | 72,7%                          | 13 676                  | 3,0                                   |
|                  | dont autres dettes financières     | 6 777                            | 4 104                           | 5 192            | 1,8%                           | 44,4%                          | 800                     | 1,0                                   |
|                  | <b>Dettes de charges courantes</b> | <b>41 971</b>                    | <b>6 834</b>                    | <b>23 070</b>    | <b>11,4%</b>                   | <b>73,9%</b>                   | <b>3 301</b>            | <b>3,0</b>                            |
|                  | <b>Autres dettes</b>               | <b>66 711</b>                    | <b>5 214</b>                    | <b>12 097</b>    | <b>18,2%</b>                   | <b>56,4%</b>                   | <b>2 029</b>            | <b>2,0</b>                            |
|                  | <b>Endettement global</b>          | <b>367 365</b>                   | <b>9 252</b>                    | <b>70 206</b>    | <b>100,0%</b>                  | <b>100,0%</b>                  | <b>17 655</b>           | <b>7,0</b>                            |

## Rapport d'activité des commissions (Endettement) France métropolitaine

| Type de dettes                        | Encours des dettes<br>en milliers € | Nombre de<br>dossiers traités | Nombre de dettes | Part dans<br>l'endettement<br>global | Part des dossiers<br>concernés | Endettement<br>médian en € | Nombre médian de<br>dettes par dossier |
|---------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------|------------------|--------------------------------------|--------------------------------|----------------------------|----------------------------------------|
| <b>Dettes financières</b>             | <b>2 877 094</b>                    | <b>81 573</b>                 | <b>382 453</b>   | <b>68,4%</b>                         | <b>80,0%</b>                   | <b>14 940</b>              | <b>4,0</b>                             |
| <i>dont dettes immobilières</i>       | <i>1 120 183</i>                    | <i>10 233</i>                 | <i>16 243</i>    | <i>26,6%</i>                         | <i>10,0%</i>                   | <i>91 419</i>              | <i>1,0</i>                             |
| <i>dont dettes à la consommation</i>  | <i>1 684 877</i>                    | <i>73 684</i>                 | <i>312 178</i>   | <i>40,1%</i>                         | <i>72,3%</i>                   | <i>13 763</i>              | <i>3,0</i>                             |
| <i>dont autres dettes financières</i> | <i>72 033</i>                       | <i>43 513</i>                 | <i>54 032</i>    | <i>1,7%</i>                          | <i>42,7%</i>                   | <i>796</i>                 | <i>1,0</i>                             |
| <b>Dettes de charges courantes</b>    | <b>591 774</b>                      | <b>77 774</b>                 | <b>263 163</b>   | <b>14,1%</b>                         | <b>76,3%</b>                   | <b>3 842</b>               | <b>3,0</b>                             |
| <b>Autres dettes</b>                  | <b>736 979</b>                      | <b>55 557</b>                 | <b>123 439</b>   | <b>17,5%</b>                         | <b>54,5%</b>                   | <b>1 980</b>               | <b>2,0</b>                             |
| <b>Endettement global</b>             | <b>4 205 846</b>                    | <b>101 960</b>                | <b>769 055</b>   | <b>100,0%</b>                        | <b>100,0%</b>                  | <b>18 446</b>              | <b>6,0</b>                             |

